

# Kris Peeters «Les syndicats et les mutuelles méritent le respect»

Le ministre fédéral de l'Emploi est à deux doigts de s'envoler pour la Grèce. Pas avec Ryanair... Avant son départ, Kris Peeters (CD&V) nous a reçus pour évoquer le dernier accord budgétaire de l'été et l'actualité sociale déjà chaude.

## LES PHRASES CLÉS

«Est-il possible d'organiser une concertation sociale avec les ministres des pays visés par le conflit social chez Ryanair? Ce serait déjà une première étape, c'est cela que j'ai proposé à mes collègues.»

«Je demande aux partenaires sociaux de ne pas lancer de grèves avant qu'on ait discuté avec eux. Les syndicats doivent arrêter de lancer des actions politiques.»

## INTERVIEW NATHALIE RAMPAS

Chez les voisins d'en face, les grilles sont fermées. Les parlementaires sont en vacances, le calme plat règne dans la rue de la Loi. La porte cochère du 61, rue Ducale, elle, est béante, elle nous ouvre les bras. Kris Peeters, le vice-Premier ministre CD&V, et ministre fédéral de l'Économie et de l'Emploi, est revenu d'Anvers pour nous consacrer une heure d'entretien, entre deux bouclages de valises.

Le menu de l'actualité est bien garni: Ryanair évidemment, le jobsdeal, la concertation sociale, les menaces syndicales, Arco...

Il s'avance vers nous, la main tendue, l'éternel sourire aux lèvres, et nous invite à entrer dans la salle de réunion. «C'est là que vous recevez le Groupe des dix, non?» avance-t-on. «Oui c'est exactement cela, sourit-il, pour l'Echo il fallait bien ça.»

Gentleman, Kris Peeters. On s'assied. Peut-être à la place de Marie-Hélène Ska, ou de Robert Vertenueil. Qui sait. On met de côté la gerbe de fleurs qu'il vient de nous lancer, et on enclenche le magnéto pour envoyer au ministre la première question. Sans détour. À la mode FGTB. Les travailleurs de Ryanair en grève ce vendredi. Ces travailleurs, payés au lance-pierres, soumis à une flexibilité sans limites, ce sont des esclaves du XXI<sup>e</sup> siècle, non? (on plagie les syndicats).

Kris Peeters ne répond pas. Il embraille plutôt sur le rôle qu'il a à jouer dans ce conflit social. «La grève du 10 août était inévitable. Mais au-delà de cela, il faut se mettre autour de la table, j'ai envoyé des courriers au CEO de Ryanair pour souligner la gravité du conflit,

et l'inviter à trouver des solutions. J'ai aussi contacté informellement les syndicats. Il y a des pistes, il est possible de résoudre ce conflit...»

Kris Peeters aurait-il eu des signaux positifs de la part de Michael O'Leary? «J'ai noté une volonté dans le chef du CEO et du management de Ryanair de résoudre ce conflit, et j'espère à présent que les syndicats seront d'accord de parler avec eux.»

## Quelles solutions pour Ryanair?

Mais quelles pistes de solutions existe-t-il? Kris Peeters n'en dira pas plus, «je ne suis pas dans le CA de l'entreprise. Mais je suis prêt à envoyer les médiateurs quand le temps sera venu.» Mais le conflit, il n'est pas belgo-belge... Les syndicats réagissent dans plusieurs pays,

aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suède... «Oui, et c'est d'ailleurs la première fois qu'on est confronté à une grève d'une seule entreprise dans différents pays (NDLR: pour défendre des droits sociaux). Marianne Thyssen, la commissaire européenne aux affaires sociales (CD&V aussi), a envoyé une lettre à Ryanair également.» Ne faudrait-il pas alors une mobilisation et une réaction politique qui dépasse les frontières? «Je suis prêt à parler avec mes collègues européens. Je leur ai envoyé un courrier en ce sens. Mais il faut être prudents. On n'est pas aussi forts que certains le pensent. Je ne peux pas rédiger les lois sociales de l'Irlande, de l'Allemagne. Et l'Europe n'a pas les instruments pour.»

Faut-il alors plus d'Europe sociale? Est-ce la volonté du ministre belge? «Marianne Thyssen a déjà fait beaucoup. L'Europe avance dans ce débat. Mais il y a des limites, et beaucoup de pays ne sont pas d'accord pour donner plus de compétences sociales.»

On insiste. Lui, Kris Peeters, veut-il plus de compétences? «Il faut négocier cela dans les traités, alors autant trouver une solution plus simple. Est-il possible d'organiser une concertation sociale avec les ministres des pays visés par le conflit social? Ce serait déjà une première étape, c'est cela que j'ai proposé à mes collègues. Cela aiderait aussi dans d'autres dossiers, comme Deliveroo, Uber. Dans les autres pays, la question de la protection des travailleurs se pose aussi.»

Kris Peeters voudrait donc renforcer la concertation sociale européenne... (amis syndicalistes, prenez note...) «Oui, mais entre pays concernés, dossier par dossier, en trouvant des solutions avec les partenaires sociaux concernés. Pas avec les 28 pays de l'Union. Tous ensemble, on voit ce que cela donne. Ce n'est pas du tout évident avec certains pays d'Europe de l'Est... Ça discute, ça discute, et cela ne donne rien.»

À propos, il ne nous a pas répondu tantôt...

Les travailleurs sont-ils devenus des esclaves? C'est ce que disent les syndicats. Ils exagèrent? «Un petit peu oui, ose le ministre. Il faut évidemment défendre notre système social et notre sécurité sociale. Mais il faut trouver des solutions innovantes pour ne pas casser cette

nouvelle économie innovante, digitale. Bloquer ne sert à rien. Ryanair est très populaire, il a permis aux gens de voyager partout. Il y a un marché pour Deliveroo, qui attire les consommateurs. On ne peut pas ignorer cela non plus.»

## La fin d'un modèle?

On invite le ministre à enlever sa casquette «Emploi» pour la remplacer par celle du ministre de l'Économie. Ne serait-on pas arrivé au bout d'un modèle économique, celui du low cost? «On ne peut pas jouer avec les lois sociales, partout en Europe. C'est ça le vrai débat. Il y a une limite. Aujourd'hui, on a des réactions de toutes parts: des cours de Justice, des syndicats, de la commissaire européenne, des ministres de l'Emploi des pays concernés. M. O'Leary est obligé de réagir. Son business model était intéressant, surtout pour les touristes. Mais même

eux disent aujourd'hui 'on ne va pas continuer à payer 2 euros pour un billet pour Barcelone avec des conditions de travail pareilles'. Les clients réagissent, et le management doit trouver une solution acceptable pour les pilotes, les travailleurs, et pour l'entreprise aussi. Il doit refonder son business model. Je pense personnellement que c'est la solution.»

L'heure passe. Laissons tomber les avions pour atterrir sur le jobsdeal, le Pacte pour l'emploi. Avec sa casquette Emploi, Kris Peeters a, en quelque sorte, été la star de cet accord budgétaire de l'été. Son sourire s'élargit d'ailleurs rien qu'à ce mot. Jobsdeal. Il est content, cela se voit. Mais cet accord, qui mise surtout sur l'activation des chômeurs, sera-t-il suffisant pour redresser le gouvernail de l'emploi en Belgique, et répondre aux pénuries?

«En mars 2018, j'avais déjà dit qu'on était en route pour le plein-emploi. Et qu'il serait possible, en faisant des efforts supplémentaire, d'y arriver en 2025. Partout en Belgique, pas qu'en Flandre... Il faut être ambitieux.» Le plein-emploi, c'est 3% de chômage, mais combien d'emplois à créer? «Il faudra créer 219.000 emplois.»

C'est un chiffre ambitieux. Réaliste aussi? «Oui. S'il n'y a pas de grande crise. Ni économique... ni sociale, souligne-t-il en regardant vers les syndicats et leurs menaces de grèves. La FGTB a déjà déclaré qu'elle allait «pousser la vie du gouvernement» cet automne. «Ça, c'est leur responsabilité. Moi je demande aux partenaires sociaux de ne pas lancer de grèves avant qu'on ait discuté avec eux. Les syndicats doivent arrêter de lancer des actions politiques. Le rôle des partenaires sociaux, c'est de parler avec le gouvernement.»

Et pour atteindre ce plein-emploi donc,

il nous glisse sur la table la note technique avec ses 28 mesures. «Elles sont importantes pour l'activation des chômeurs et des inactifs. Tenez, c'est pour vous. Regardez, c'est écrit, on a déjà lancé plusieurs mesures, des lettres sont envoyées aux partenaires sociaux, des arrêtés royaux sont prêts. Les premières mesures vont déjà démarrer en octobre.»

Un exemple? «Dans le non-marchand en Flandre, on a besoin de 40.000 personnes chaque année avec le vieillissement. On peut créer déjà beaucoup d'emplois dans ce secteur, infirmières, aides-soignantes. Pour cela, on veut activer les fonds de formation. Ils ont de l'argent dans leurs caisses.»

On parle de pénurie dans les informaticiens, infirmières, ingénieurs. Mais les chômeurs ont-ils le bon profil? «On ne veut pas seulement activer les chômeurs, mais les inactifs.» C'est-à-dire? «Ceux qui sont au CPAS.»

On lui rétorque que ce n'est sans doute pas dans les CPAS que l'on trouvera des futurs ingénieurs... «Mais les métiers en pénurie, ce ne sont pas seulement les ingénieurs. Il n'est pas toujours nécessaire d'avoir un gros diplôme. D'autre part, insiste le ministre, les entreprises doivent aussi investir dans leurs travailleurs et leur formation. Elles doivent le comprendre. Et puis, il y a un autre problème, c'est l'engagement des travailleurs âgés. Autant les patrons sont d'accord d'engager des jeunes, autant les plus âgés, même bien formés, ils n'en veulent plus...»

## Les barèmes, le sujet qui fâche

On entre sur un terrain sensible. Car s'il y a bien une mesure du jobsdeal qui a fait hurler les syndicats, c'est celle-là: la révision des barèmes salariaux liés à l'ancienneté. Alors, que répond-il aux syndicats qui crient à l'hypocrisie des employeurs, qui veulent inciter les gens à travailler plus longtemps, mais en les payant moins?

Kris Peeters ne perd pas son flegme. «C'est beaucoup plus nuancé que cela. On a simplifié les choses avec une grande naïveté. L'ancienneté, elle ne concerne pas tout le monde. Elle ne touche que les employés, dans certains secteurs. Et mesurer la productivité liée au salaire sera très compliqué. On va étudier tout cela, mais la problématique est plus nuancée. Et le mécanisme concret, ce sera le core business des partenaires sociaux, on ne pourra pas agir sans leur avis, ce ne serait pas sage. On essaiera d'aller aussi vite que possible.»

Prendre l'avis des partenaires sociaux, en tenir compte, c'est le leitmotiv du ministre de l'Emploi. Il le rappelle d'ailleurs, l'objectif de plein-emploi, c'est avant tout les entreprises et les travailleurs qui permettront de

l'atteindre. Pourquoi alors les syndicats ont réagi violemment contre le jobsdeal? «C'est regrettable. J'ai déjà invité le Groupe des dix pour expliquer le jobsdeal. C'est prévu de se voir fin août, début septembre. Moi, je pense qu'on les a écoutés, ils ont mis des choses sur la table et on en a tenu compte.» Mais ce qui a enflammé le débat, c'est la dégressivité. Cela n'était pas sur la table. Une fleur au chapeau de la N-VA? «Non. Eux, avec l'Open Vld, ils voulaient la limitation dans le temps des allocations de chômage.»

Kris Peeters farfouille dans ses dossiers. Et nous sort un petit tableau budgétaire. Celui du gouvernement Di Rupo.

«Regardez, la dégressivité, c'est une mesure qui a été prise sous la législature précédente dans un objectif budgétaire. En 2014, ils voulaient économiser 332 millions d'euros. C'est bien plus grave que cela qu'on a fait. Et comment ont réagi les syndicats? Ils ont accepté...»

Là, on lui rappelle que le gouvernement Di Rupo a aussi essuyé des grèves et manifestations...

Il reste sur sa ligne.

«Notre mesure est neutre budgétairement, on reste dans la même enveloppe. On donne plus d'allocations en 1<sup>re</sup> période, et moins en 3<sup>e</sup> période.»

### La N-VA et ses brûlots

Petit retour sur l'actualité de la semaine. Et l'allumette N-VA lancée sur le feu de la concertation sociale. La députée nationaliste Valérie Van Peel veut davantage responsabiliser les mutuelles. Son parti n'a jamais caché vouloir à terme retirer des mains des mutua-

lités et syndicats la gestion de la Sécu. Kris Peeters, il en pense quoi?

Pas du bien.

«Les syndicats, les organisations patronales, les mutuelles, méritent le respect du gouvernement. Ils sont des composantes importantes de notre société. Ne pas les respecter, ce n'est pas très intelligent. Cela rendra le dialogue social très difficile. Donc, voilà ce que j'en pense. Et c'est ce qui fait la différence entre moi et certains autres partis politiques...»

Suivez son regard (bleu), qui se tourne à droite (toute). Mais ne vous y méprenez pas. Le vice-Premier CD&V reste prudent, et adepte des réformes. «On peut augmenter l'efficacité et la rentabilité, mais il faut le faire en respectant les organisations. Les propositions mal réfléchies, mal rédigées, me posent problème. Cela va augmenter la tension entre la société civile et nous, le gouvernement. Qui finance la sécurité sociale? Ce sont les travailleurs et les entreprises. C'est donc normal qu'ils aient leur mot à dire.»

Et le Premier ministre, Charles Michel, qui a encore heurté les syndicats en disant, à propos du budget, qu'ils manquaient d'expertise? Kris Peeters vole au secours de son chef de gouvernement. «Je pense que Charles a voulu dire qu'il faut examiner les textes, et disposer de toutes les données précises, avant de réagir. C'est tout.»

### Avec Charles, oui

Il l'aime beaucoup, Charles. Tellement que même si sa prudence de démocrate-chrétien le pousse à renvoyer vers l'électeur («un Michel 2, on verra après les élections»), il n'a pas

peur de dire qu'il apprécie de travailler avec lui. Et que les séances du kern (conseil des ministres restreint) sont devenues au fil des mois une vraie partie de plaisir. Malgré qu'il ait parfois servi de punching-ball à la N-VA et à l'Open Vld. Seul à représenter l'aile gauche du gouvernement, ce n'est pas simple... Il nous arrête, et remet sa balle au centre. «Peeters l'homme de gauche? Allons, c'est un mythe. Quand on est ministre de l'Emploi, on est le premier à défendre la concertation sociale. De là à dire que je suis de gauche... Quand tout le reste est très à droite, oui on est perçu comme de gauche. Mais le CD&V est là pour défendre la concertation sociale, les travailleurs, et les personnes dans une situation pénible. C'est notre ADN, notre job.»

Le CD&V, tiens, son job a aussi été de défendre les coopérateurs d'Arco. Et là, c'est enfin bingo non? Peeters le sioux reste prudent. Extrêmement prudent. «Quand les coopérateurs auront reçu 40% de leur capital, à ce moment-là seulement je serai tranquille. Avant cela, tout est encore possible dans ce dossier. C'est finalisé au sein du gouvernement. Mais on doit encore convaincre M<sup>me</sup> Vestager (la commissaire européenne à la Concurrence). C'est très complexe. Et sans l'PO de Belfius, il n'y aura pas d'argent, donc pas d'indemnisation.»

Kris Peeters se lève, regarde la mer bleue du tableau d'artiste qui orne la pièce. Il n'est déjà plus tout à fait avec nous, mais à moitié parti vers les rivages de la Thessalonique. D'abord envoyer une lettre à ses collègues européens. Un dernier coup d'œil au dossier Ryanair. Et puis l'avion. Mais pas avec Ryanair...

«Les clients réagissent, et le management de Ryanair doit trouver une solution acceptable pour les pilotes, les travailleurs, et pour l'entreprise aussi. Il doit refonder son business model.»

«Quand on est ministre de l'Emploi, on est le premier à défendre la concertation sociale. De là à dire que je suis de gauche...»

«Les syndicats, les organisations patronales, les mutuelles sont des composantes importantes de notre société. Ne pas les respecter, ce n'est pas très intelligent. Cela rendra le dialogue social très difficile.»